

# La peur et l'expérience de la criminalité augmentent au Bénin

Dépêche No. 217, Afrobaromètre | Horace Gninafon

## Résumé

L'une des fonctions régaliennes de tout état est d'assurer la sécurité des personnes et des biens. L'insécurité et les crimes apparaissent comme l'une des menaces à la qualité de vie ainsi qu'une des barrières au développement des nations (Moser & McIlwaine, 2004).

Au Bénin, les questions sur la sécurité se retrouvent au cœur des actualités, notamment sur les braquages à main armée, la disparition des enfants dans les écoles primaires et des collèges d'enseignement ainsi que la cyber-criminalité. C'est dans ce contexte que les gouvernants du Bénin ont mis en place certaines réformes dans l'optique de renforcer la sécurité. Nous pouvons citer, entre autres, la fusion de la police et de la gendarmerie en un seul corps, appelé Police Républicaine, avec un budget autonome (fonds de sécurité), sans oublier la dotation des nouveaux véhicules et motos aux forces de sécurité.

Selon les données des enquêtes Afrobaromètre, l'insécurité semble effectivement être à la hausse au Bénin. La peur ainsi que l'expérience de criminalité ont vu des accroissements importants. Des proportions non-négligeables craignent également les violences politiques, et la majorité des citoyens sont prêts à lâcher leur droit à la libre circulation en cas de menace à la sécurité publique.

Néanmoins, la majorité approuve la performance du gouvernement dans la prévention de la violence politique et des conflits violents entre communautés. C'est dans la réduction de la criminalité que seulement une minorité approuve les efforts gouvernementaux.

## L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2015, et les enquêtes du Round 7 sont actuellement en cours (2016/2018). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre au Bénin, dirigée par l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP), a interviewé 1.200 adultes béninois en décembre 2016 et janvier 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Bénin en 2005, 2008, 2011, et 2014.

## Résultats clés

- La proportion des Béninois qui se sont sentis en insécurité pendant l'année précédant l'enquête a connu une augmentation de 19 points de pourcentage depuis 2011, allant de 29% à 48% en 2017. Dans le même temps, nous notons un accroissement de

la proportion des citoyens qui craignent d'être victime d'un acte criminel dans leur propre maison: 35% en 2017 contre 18% en 2011.

- Les expériences des crimes ont également augmenté: La proportion des citoyens victimes de vols est passée de 19% en 2011 à 30%, et celle des victimes d'agressions physiques de 2% en 2011 à 11%.
- La plupart (79%) des victimes de crimes au Bénin ne rapportent pas à la police. Les principales raisons du non-signalement des crimes, selon les répondants, incluent l'absence des policiers dans les zones, la crainte des représailles de la part de l'agresseur, et les demandes d'argent ou de pots-de-vin de la part des policiers.
- En cas de crime, la proportion des répondants qui iront en premier vers la police est de 34%, contre 46% pour ceux qui préfèrent aller vers les agents du gouvernement local.
- Quant aux autres formes de violences, quatre Béninois sur 10 (41%) ont craint d'être victime d'intimidation politique ou de violence pendant les campagnes électorales.
- Pour la majorité des Béninois (58%), le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers en cas de menace à la sécurité publique, tandis que 40% préféreraient que les gens soient libres de circuler dans le pays à tout moment.
- Malgré l'augmentation de la peur et de l'expérience de la criminalité, c'est seulement une minorité de répondants (27%) qui affirment que leur sécurité face aux crimes et à la violence s'est empirée.
- Pendant que la majorité des Béninois qualifient de « plutôt bien » ou « très bien » la performance de leur gouvernement dans la prévention de la violence politique (65%) ainsi que dans la prévention ou résolution des conflits violents entre communautés (63%), ce n'est que moins de la moitié (48%) qui approuvent la performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité.

### Sentiments d'insécurité et actes criminels

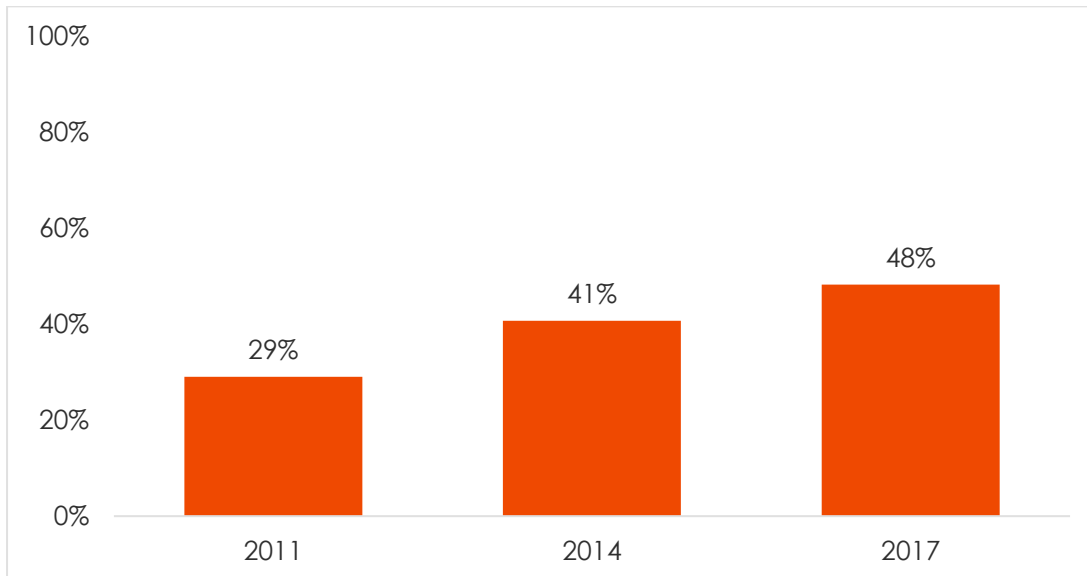
Les citoyens Béninois se sentent de moins en moins en sécurité dans leur quartier. Presque la moitié (48%) des répondants affirment s'être senti en insécurité au moins une fois pendant les 12 mois précédant l'enquête, contre 41% qui l'affirmaient en 2014 et 29% en 2011 (Figure 1).

Se sentir en insécurité dans son quartier varie considérablement selon le niveau de pauvreté vécue<sup>1</sup> des répondants. En effet, les citoyens affectés par la pauvreté vécue élevée (62%) sont plus enclins de se sentir en insécurité dans leur quartier que les mieux nantis (Figure 2). Par contre, les hommes et les citadins sont autant nombreux que les femmes et les ruraux à se sentir en insécurité.

---

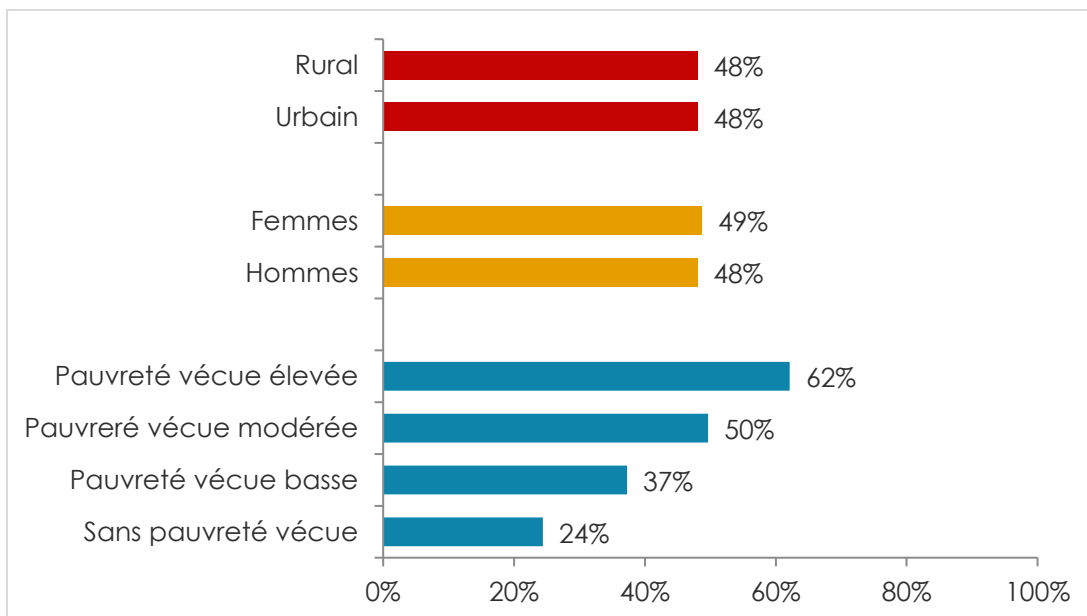
<sup>1</sup> Afrobaromètre mesure la « pauvreté vécue » sur la base des réponses aux questions suivantes: « Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes: Nourriture insuffisante pour manger à sa faim? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques? Manque de médicaments ou de soins médicaux? Manque de combustible pour la cuisson des repas? Manque d'argent? »

**Figure 1: Se sentir en insécurité dans le quartier | Bénin | 2011-2017**



**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille ne vous êtes pas sentis en sécurité dans le quartier? (% de ceux qui disent « une ou deux fois », « quelques fois », « plusieurs fois », ou « toujours »)

**Figure 2: Se sentir en insécurité dans le quartier | par milieu de résidence, sexe, et niveau de pauvreté vécue | Bénin | 2017**

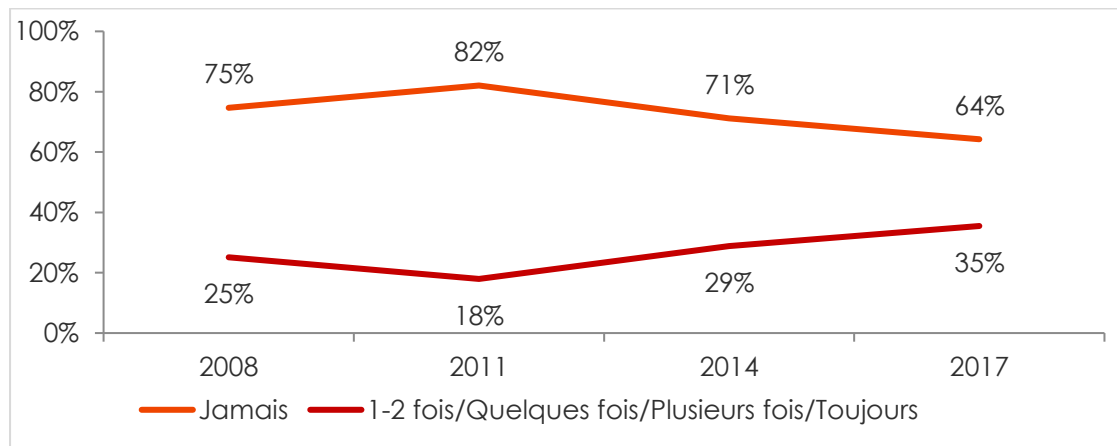


**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille ne vous êtes pas sentis en sécurité dans le quartier? (% de ceux qui disent « une ou deux fois », « quelques fois », « plusieurs fois », ou « toujours »)

La crainte d'être victime d'un acte criminel dans sa propre maison a également augmenté, allant de 18% en 2011 à 35% en 2017, soit un écart de 17 points de pourcentage (Figure 3). Comme pour la question de l'insécurité dans le quartier, les personnes affectées par la pauvreté vécue élevée (46%) ou modérée (39%) sont plus enclins de craindre un crime dans

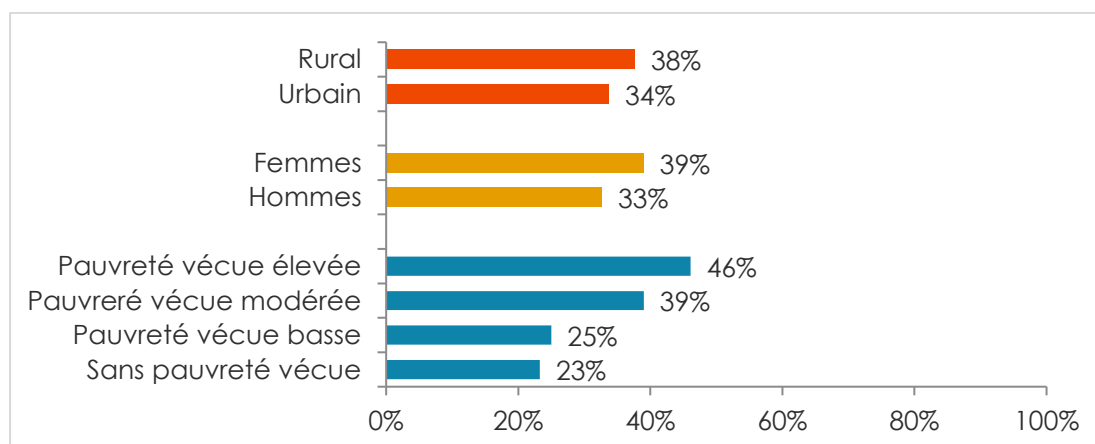
leur maison que les mieux nantis (Figure 4). En plus, les résidents ruraux (38%) et les femmes (39%) sont légèrement plus enclins à craindre d'être victime d'un acte criminel que les urbains (34%) et les hommes (33%).

**Figure 3: Crainte d'être victime d'un acte criminel dans sa propre maison | Bénin | 2008-2017**



**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-vous craint d'être victime d'un acte criminel dans votre propre maison?

**Figure 4: Crainte d'être victime d'un acte criminel dans sa propre maison | par milieu de résidence, sexe, et niveau de pauvreté vécue | Bénin | 2017**

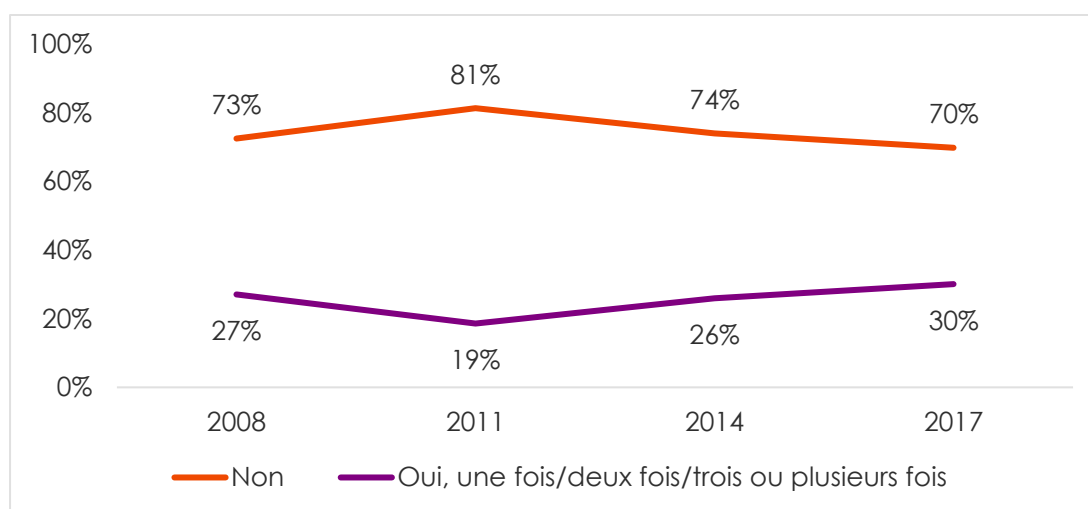


**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-vous craint d'être victime d'un acte criminel dans votre propre maison? (% de ceux qui disent « une ou deux fois », « quelques fois », « plusieurs fois », ou « toujours »)

En plus de la crainte des crimes, l'expérience des actes criminel est également à la hausse. La proportion des citoyens ayant été victimes de vols dans leur maison a augmenté, allant de 19% en 2011 à 30% en 2017 (Figure 5). L'analyse en fonction du sexe et du milieu de résidence ne révèle aucune différence significative. Tout de même, il convient de préciser la variation observée en fonction des départements: Environ quatre Béninois sur 10 dans les départements du Zou (42%) et de l'Ouémé (39%) affirment avoir été victime de vols dans leur maison, contre environ deux résidents sur 10 dans le Plateau (20%) et la Donga (18%) (Figure 6).

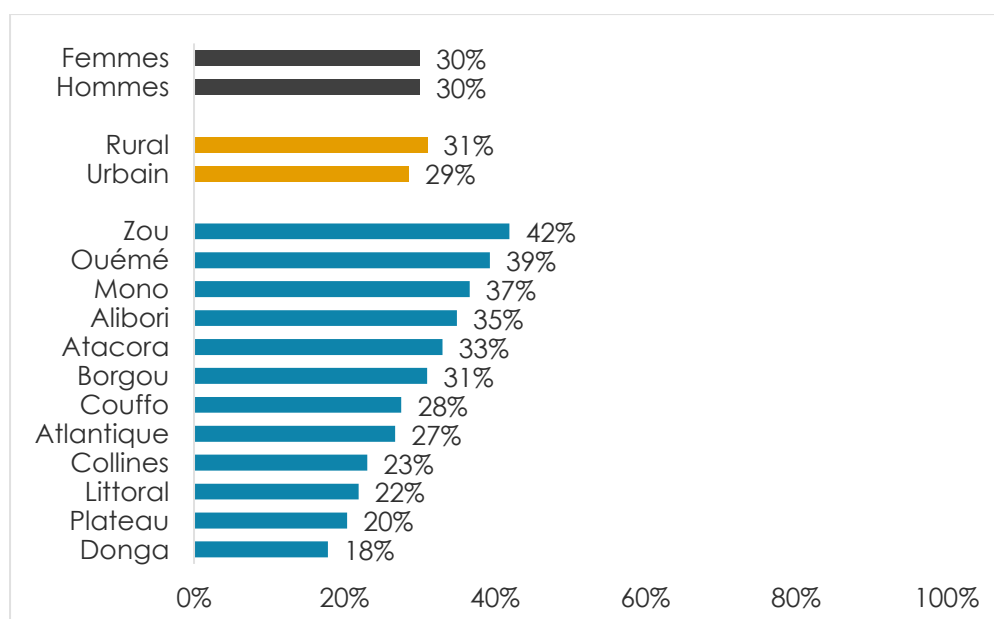
Par ailleurs, les départements dans lesquelles plus de citoyens ont un emploi sont celles où nous observons moins de victimes de vols (Figure 7, à gauche). Cela pourrait s'expliquer par le fait que, dans la recherche de l'équilibre quotidien, les citoyens n'ayant pas d'emploi sont plus susceptibles d'utiliser le vol comme un moyen pouvant leur permettre de subvenir aux besoins que ceux ayant un emploi. De la même façon, nous notons une corrélation négative entre la présence des policiers/gendarmes dans les zones et le vol, suggérant que les vols se produisent moins dans les départements où nous notons le plus la présence des policiers/gendarmes (Figure 7, à droite).

**Figure 5: Victime de vols dans la maison | Bénin | 2008-2017**



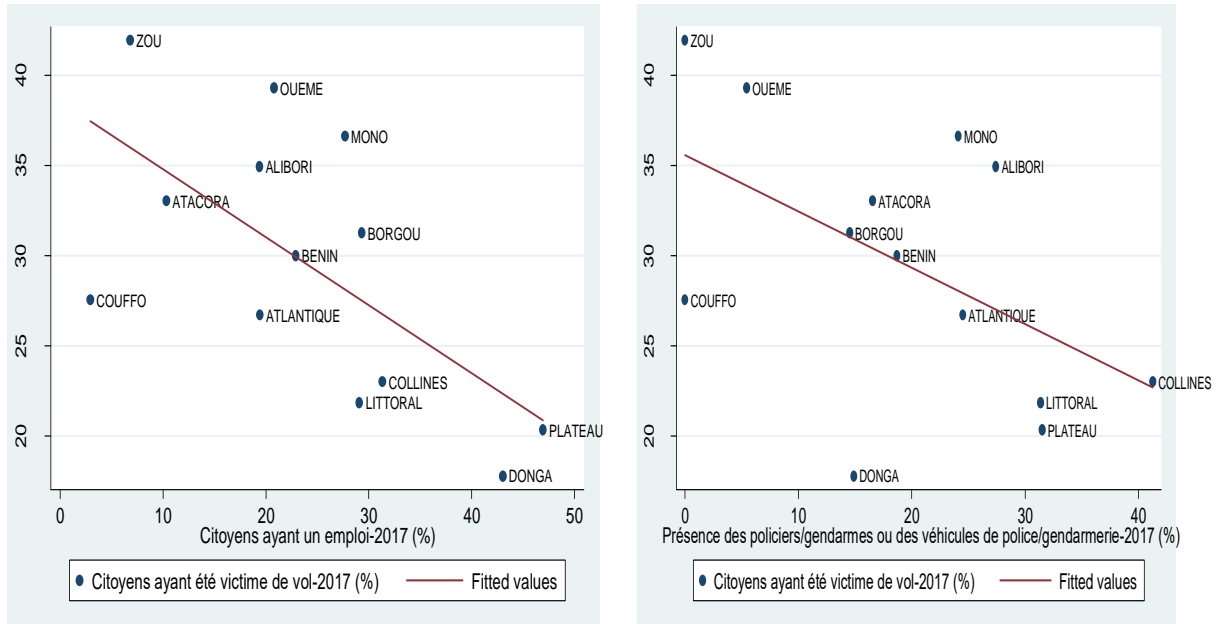
**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez été quelque fois victime de vols dans votre maison?

**Figure 6: Victime de vols dans la maison | par sexe, milieu de résidence, et département | Bénin | 2017**



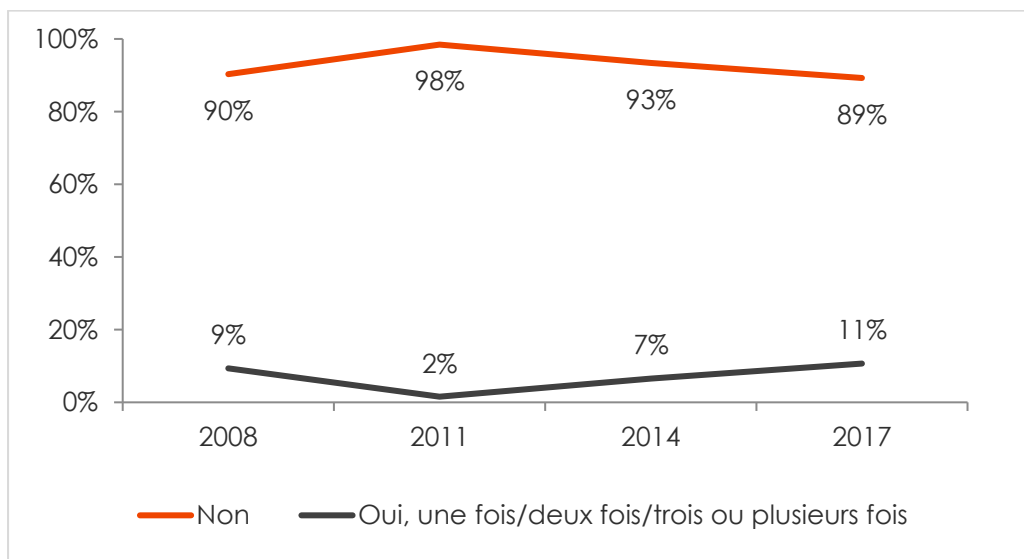
**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez été quelque fois victime de vols dans votre maison? (% de ceux qui disent « une fois », « deux fois », ou « trois ou plusieurs fois »)

**Figure 7: Victimes de vol et emploi (à gauche) et présence des policiers/gendarmes (à droite) | par département | Bénin | 2017**



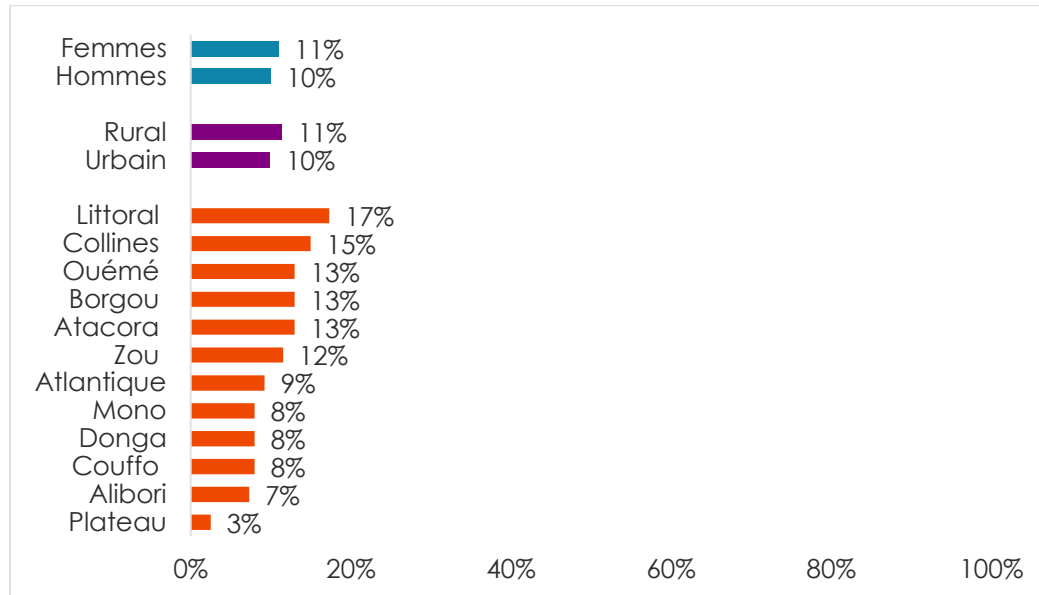
La proportion des répondants ayant été physiquement agressé a quintuplé entre 2011 et 2017, allant de 2% à 11% (Figure 8). Les hommes (10%) et les urbains (10%) ont été agressés dans la même proportion que les femmes (11%) et les ruraux (11%) (Figure 9). Par ailleurs, les départements du Littoral (17%) et des Collines (15%) affichent les plus fortes proportions de répondants ayant été physiquement agressés, contre seulement 3% de répondants dans le Plateau.

**Figure 8: Avoir été physiquement agressé | Bénin | 2008-2017**



**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez été physiquement agressé?

**Figure 9: Avoir été physiquement agressé** | par sexe, milieu de résidence, et département | Bénin | 2017



**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez été physiquement agressé? (% de ceux qui disent « une fois », « deux fois », ou « plusieurs fois »)

### Réponses aux crimes

De nombreux victimes de crimes ne signalent pas les crimes à la police. Dans 34 pays enquêtés par Afrobaromètre lors du Round 5 (2011/2013), en moyenne, plus de la moitié (56%) des victimes des actes criminels ont déclaré ne pas avoir signalé ces actes à la police. Au Bénin tout comme au Togo, 79% des victimes ont déclaré ne pas avoir signalé les crimes – le plus haut niveau de non-déclaration parmi les 34 pays enquêtés (Wambua, 2015).

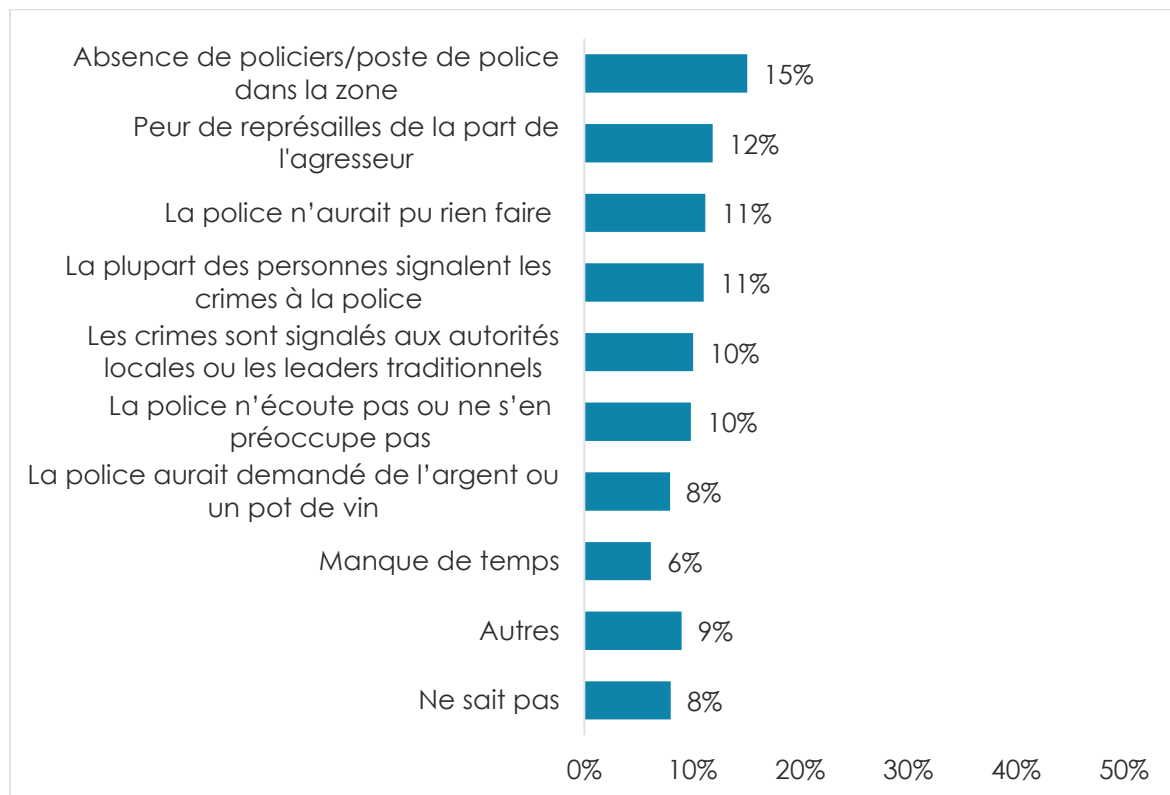
Ainsi, Afrobaromètre a demandé aux Béninois de se baser sur leur expérience pour s'exprimer sur la principale raison pour laquelle la plupart des personnes ne signalent pas à la police les crimes tels que les vols ou les agressions.

L'absence des policiers dans les zones apparaît comme la plus importante raison, citée par 15% des répondants. Nous pouvons également citer la peur de représailles de la part de l'agresseur (12%), la perception que la police n'aurait rien pu faire (11%), et le fait que les crimes sont signalés à d'autres autorités telles que les autorités locales ou les leaders traditionnelles (10%). De même, 8% affirment que la police aurait demandé de l'argent ou un pot-de-vin avant d'intervenir (Figure 10).

L'analyse des données de l'enquête réalisée en 2017 confirme certains facteurs qui pourraient plausiblement contribuer au faible taux de signalement des crimes (Figure 11). Un de ces facteurs est la faible présence des policiers/gendarmes dans les zones: C'est seulement dans 19% des zones d'énumération de l'enquête que les énumérateurs ont observé des policiers/gendarmes ou leurs véhicules. Par ailleurs, la majorité (55%) des Béninois affirment que « la plupart » ou « tous » les policiers sont corrompus, et ce n'est que juste la moitié (51%) des citoyens qui font « partiellement » ou « beaucoup » confiance à la police.

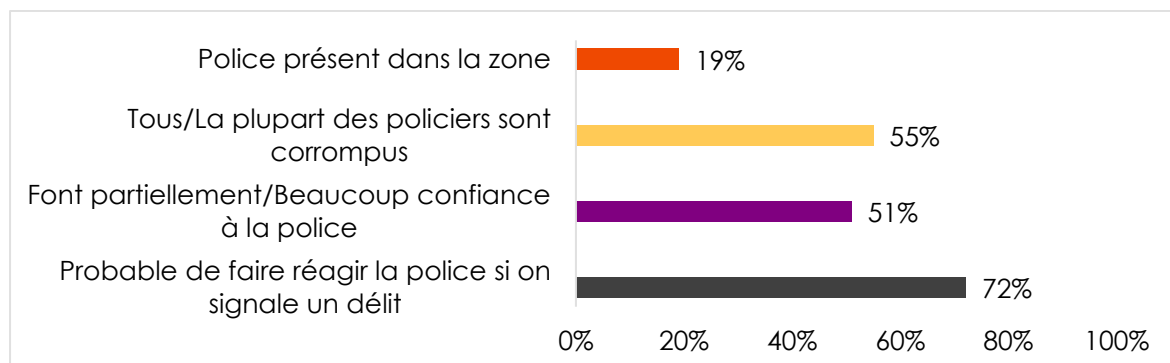
Néanmoins, la grande majorité des Béninois (72%) reconnaissent qu'il est « quelque peu probable » ou « très probable » d'arriver à faire réagir quelqu'un s'ils allaient au poste de police de leur localité pour signaler un délit.

**Figure 10: Principale raison du non-signalement des crimes | Bénin | 2011**



**Question posée aux répondants:** Certaines personnes disent que les crimes ne sont pas signalés à la police. Selon votre expérience, que pensez-vous être la principale raison pour laquelle la plupart des personnes ne signalent pas les crimes tels que les vols ou les agressions à la police?

**Figure 11: Potentielles raisons du non-signalement des crimes? | Bénin | 2017**



**Question posée aux enquêteurs:** Avez-vous (ou l'un quelconque de vos collègues) aperçu dans cette zone de dénombrement des policiers/gendarmes ou des véhicules de police/gendarmerie? (% de ceux qui disent « oui »)

**Questions posées aux répondants:**

- Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour donner votre opinion: Les policiers /gendarmes?

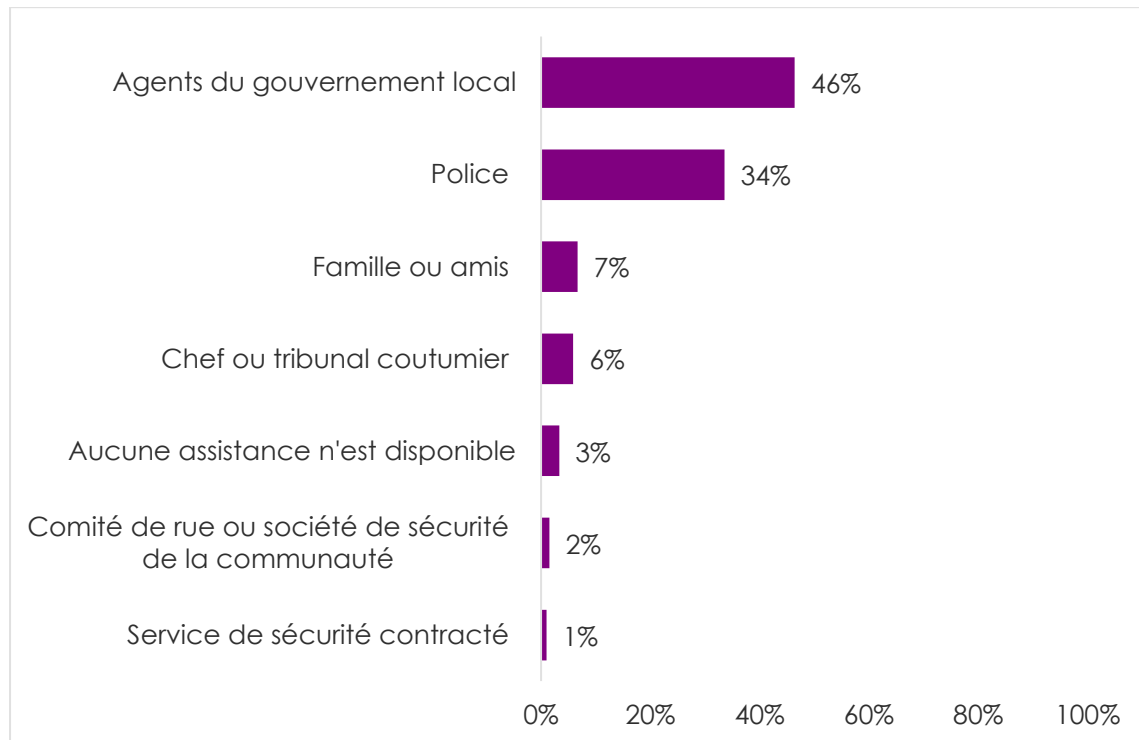
- A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: La police/gendarmerie?

- Quelle est la probabilité que vous arriviez à faire réagir quelqu'un si vous alliez dans un office d'état ou une autre institution publique pour signaler un des problèmes suivants, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour vous prononcer: Si vous alliez au poste de police de la localité pour signaler un délit? (% qui répondent « quelque peu probable » ou « très probable »)



En cas de crime, les Béninois seront plus nombreux (46%) à aller en premier vers les agents du gouvernement local pour demander de l'aide, selon l'enquête réalisée en 2011. Ensuite vient la police (34%), les membres de leur famille ou amis (7%), et un chef coutumier ou un tribunal coutumier (6%) (Figure 12).

**Figure 12: Première source de l'aide | Bénin | 2011**



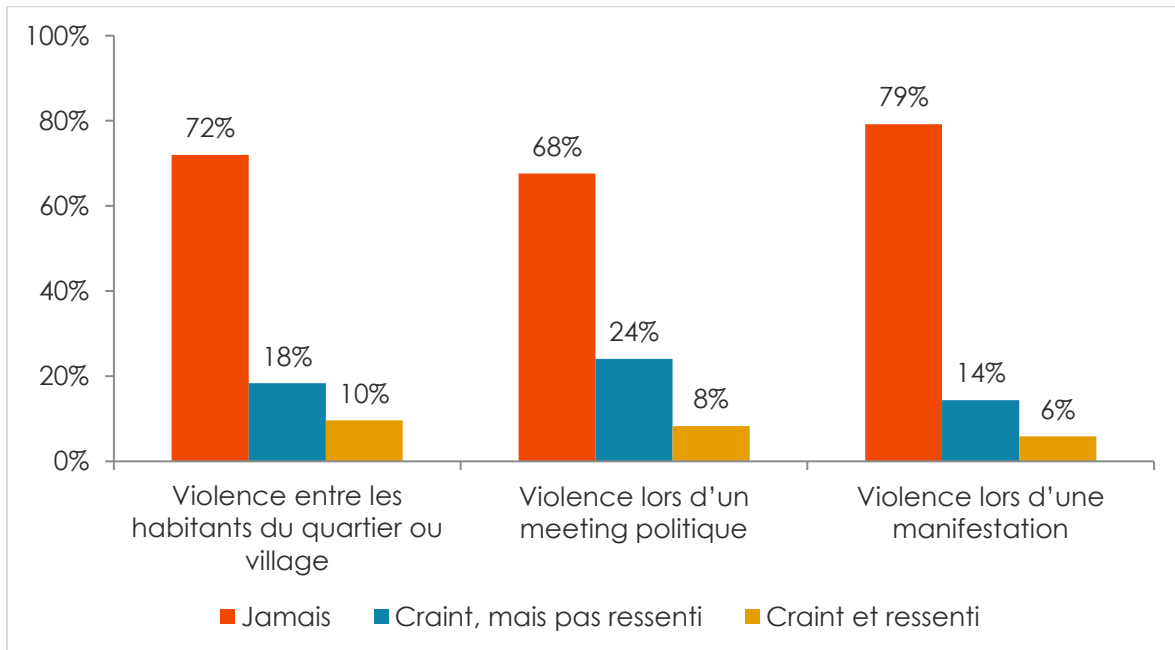
**Question posée aux répondants:** Si vous étiez victime d'un crime dans ce pays, vers qui iriez-vous en premier pour de l'aide?

### Autres formes de violences

Indépendamment des questions sur les actes criminels tels que les vols et les agressions, Afrobaromètre a posé aux citoyens des questions touchant d'autres types de violences. Les résultats indiquent qu'une frange importante des Béninois ont craint et expérimenté ces formes de violences au cours des deux dernières années précédant l'enquête: 28% pour ceux ayant craint les violences entre les habitants de leur quartier ou village, 32% pour les violences qui surviennent lors d'un meeting politique ou d'un événement de campagne, et 20% pour les violences survenant lors d'une manifestation ou marche de protestation publique (Figure 13).

En regardant de plus près la violence politique, Afrobaromètre a demandé aux répondants dans quelle mesure ils avaient craint d'être victimes d'intimidation ou de violence pendant les campagnes électorales. Ainsi, c'est seulement 58% qui affirment qu'ils n'ont « pas du tout » ressenti cette crainte, contre quatre sur 10 qui l'ont ressenti « un peu » (20%), « quelque peu » (10%), ou « beaucoup » (11%) (Figure 14).

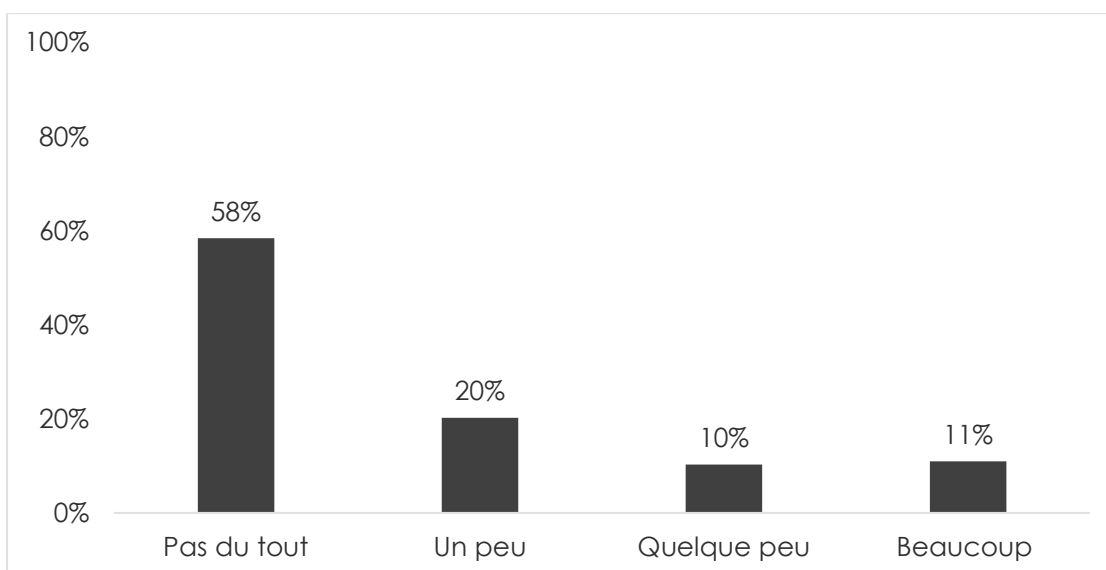
**Figure 13: Crainte et expérience de violences | Bénin | 2017**



**Questions posées aux répondants:** Dans toute société, les gens sont parfois en désaccord les uns avec les autres. Ces désaccords évoluent parfois vers la violence physique. Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes. [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années?

- Violence entre les habitants de votre quartier ou village?
- Violence lors d'un meeting politique ou d'un événement de campagne?
- Violence lors d'une manifestation ou marche de protestation publique?

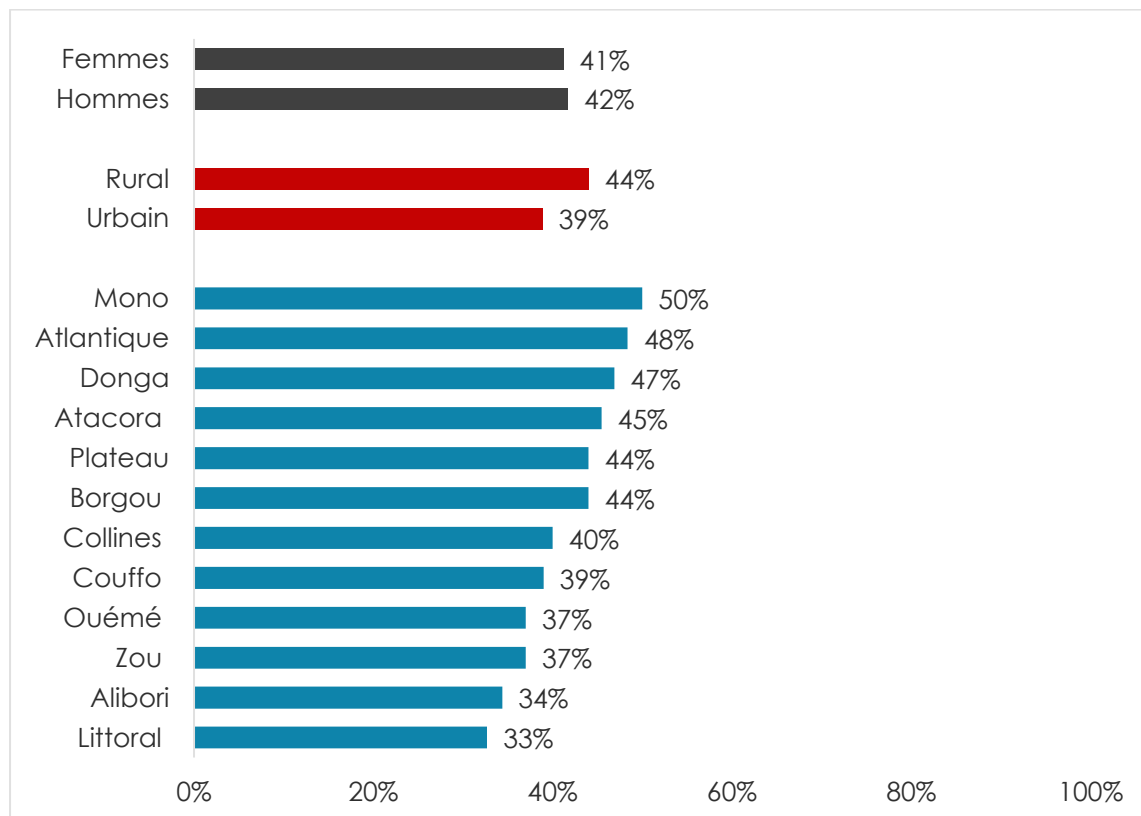
**Figure 14: Crainte d'être victime d'intimidation politique ou de violence | Bénin | 2017**



**Question posée aux répondants:** Pendant les campagnes électorales dans ce pays, à quel point avez-vous, personnellement, craint d'être victime d'intimidation politique ou de violence?

La crainte d'être victime d'intimidation politique ou de violence est la même chez les hommes (42%) que chez les femmes (41%). Les ruraux (44%) ressentent légèrement plus cette peur que les urbains (39%), et lorsque les données sont analysées selon les départements, nous constatons que les citoyens résidants dans les départements du Mono (50%), de l'Atlantique (48%), et de la Donga (47%) sont ceux ayant le plus ressenti cette crainte (Figure 15).

**Figure 15: Crainte d'être victime d'intimidation politique ou de violence** | par sexe, milieu de résidence, et département | Bénin | 2017



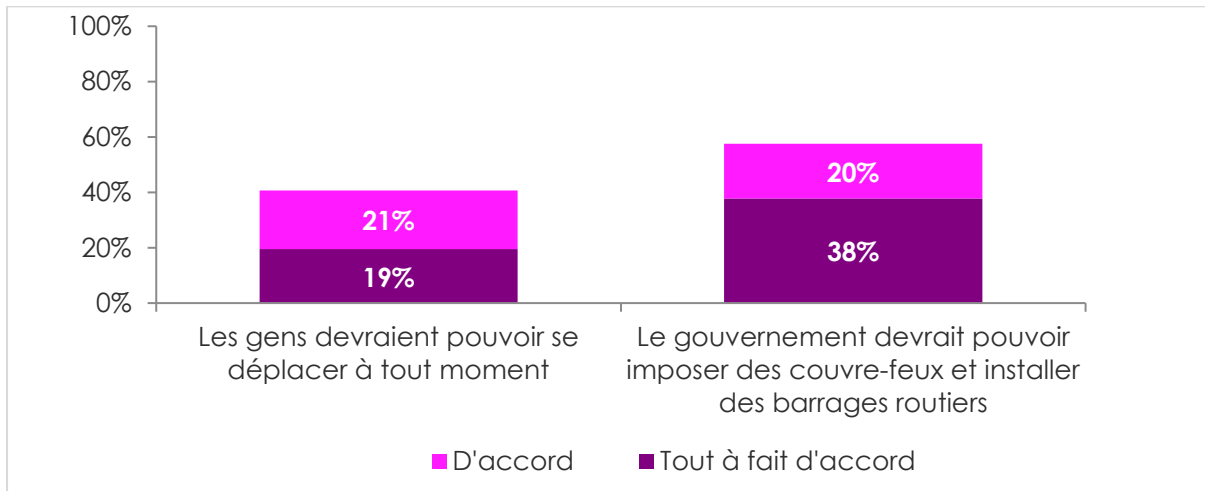
**Question posée aux répondants:** Pendant les campagnes électorales dans ce pays, à quel point avez-vous, personnellement, craint d'être victime d'intimidation politique ou de violence? (% de ceux qui disent « un peu », « quelque peu », ou « beaucoup »)

### Menaces à la sécurité publique

Confronté à des menaces à la sécurité publique, la majorité des Béninois priorisent des mesures de sécurité plutôt que le droit des individus de circuler librement. Presque six répondants sur 10 sont « d'accord » (38%) ou « tout à fait d'accord » (20%) qu'en cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers pour empêcher les gens de se déplacer, contre 40% qui privilégieraient la liberté des gens de se déplacer à tout moment comme ils le veulent (Figure 16).

Le soutien au droit d'imposer des couvre-feux et installer des barrages en cas de menace à la sécurité publique augmente avec la pauvreté vécue: 40% pour les nantis contre 63% pour ceux affectés par la pauvreté vécue élevée (Figure 17).

**Figure 16: Libre circulation vs. mesures de sécurité | Bénin | 2017**



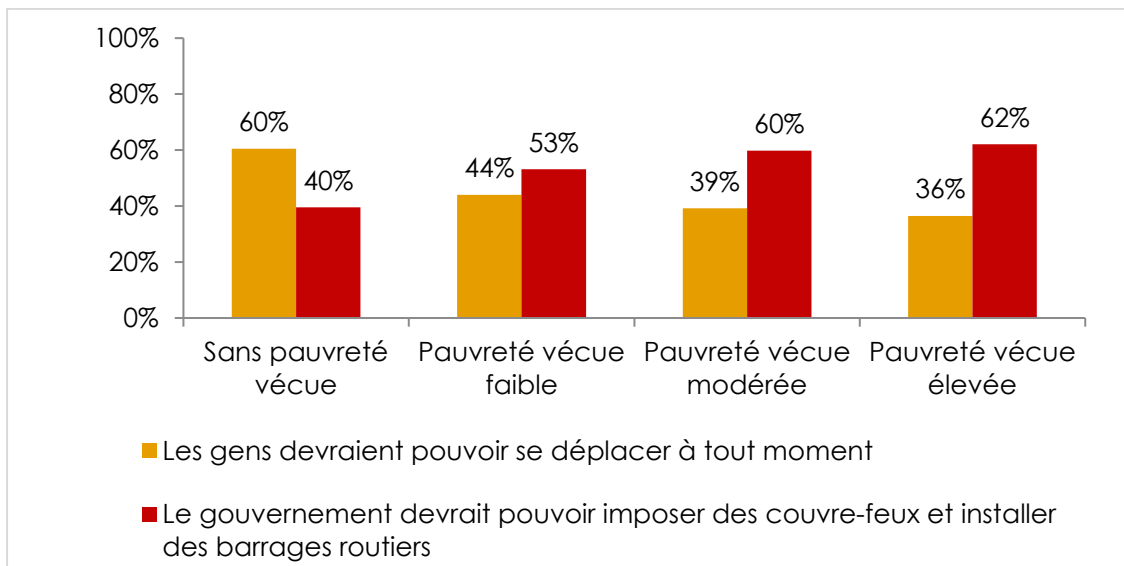
**Question posée aux répondants:** Discutons un peu du genre de société que vous voudriez avoir dans ce pays. Certaines personnes affirment qu'afin de protéger notre société de la violence, nous devrions limiter la liberté dont jouissent les citoyens. D'autres affirment que la liberté politique est trop importante pour être sacrifiée et doit toujours être sauvegardée, même si elle menace la sécurité du pays. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Même confrontés à des menaces à la sécurité publique, les gens devraient pouvoir se déplacer dans le pays à tout moment du jour ou de la nuit.

Affirmation 2: En cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers pour empêcher les gens de se déplacer.

(% ce ceux qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'une ou l'autre des deux affirmations)

**Figure 17: Libre circulation vs. mesures de sécurité | par niveau de pauvreté vécue | Bénin | 2017**



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Même confrontés à des menaces à la sécurité publique, les gens devraient pouvoir se déplacer dans le pays à tout moment du jour ou de la nuit.

Affirmation 2: En cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers pour empêcher les gens de se déplacer.

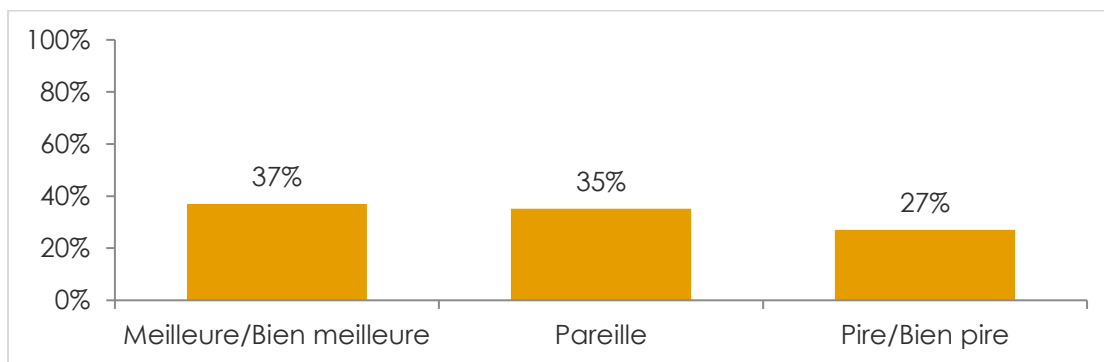
(% de ceux qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'une ou l'autre des deux affirmations)

## L'insécurité: Evaluations des citoyens

Malgré l'augmentation de la peur et de l'expérience de la criminalité, les avis des répondants sont partagés quant à l'évolution de leur sécurité personnelle en général ainsi que la performance de leur gouvernement dans le secteur de la sécurité.

Ainsi, 37% des répondants déclarent que leur sécurité personnelle face aux crimes et à la violence est « meilleure » ou « bien meilleure » qu'il y a quelques années. A peu près la même proportion affirment que leur sécurité personnelle est demeurée pareille, tandis que 27% disent qu'elle est « pire » ou « bien pire » (Figure 18).

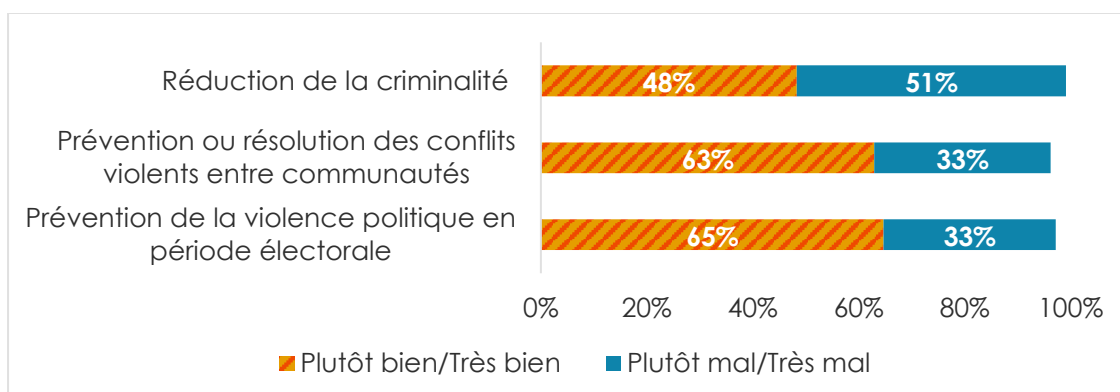
**Figure 18: Amélioration ou non de la sécurité face au crime et à la violence | Bénin | 2017**



**Question posée aux répondants:** Dites-moi, s'il vous plaît, si la situation des choses suivantes est pire ou meilleure aujourd'hui qu'il y a quelques années, ou si elles sont demeurées à peu près pareilles: Votre sécurité personnelle face aux crimes et à la violence?

Plus de six Béninois sur 10 approuvent la performance du gouvernement non seulement dans la prévention de la violence politique en période électorale (65%) mais également dans la prévention ou résolution des conflits violents entre communautés (63%). Cependant, ce n'est que moins de la moitié (48%) qui qualifient de « plutôt bien » ou « très bien » la performance de leur gouvernement dans la réduction de la criminalité (Figure 19).

**Figure 19: Performance du gouvernement dans trois secteurs clés | Bénin | 2017**



**Questions posées aux répondants:** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer:

- Réduction de la criminalité?
- Prévention ou résolution des conflits violents entre communautés?
- Prévention de la violence politique en période électorale?

## Conclusion

Les citoyens béninois se sentent de plus en plus en insécurité. La crainte ainsi que l'expérience des actes criminels sont à la hausse. Dans le même temps, l'image que les citoyens se font de la police ne facilite pas une bonne collaboration entre eux. Bien que la majorité des Béninois approuvent la performance du gouvernement dans la prévention de la violence politique et des conflits violents entre communautés, ils sont plus demandant pour ce qui concerne la réduction de la criminalité.

---

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – sur n'importe quelle question, pays, ou période. C'est facile et gratuit au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

## Références

- Moser, C. O. N., & McIlwaine, C. (2004). Encounters with violence in Latin America: Urban poor perceptions from Colombia and Guatemala. Abingdon, UK: Routledge.
- Wambua, P. M. (2015). Call the police? Across Africa, citizens point to police and government performance issues on crime. Depeche d'Afrobaromètre No. 57.  
[http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ab\\_r6\\_dispatchno57\\_crime\\_perceptions\\_and\\_reporting\\_in\\_34\\_african\\_countries.pdf](http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ab_r6_dispatchno57_crime_perceptions_and_reporting_in_34_african_countries.pdf).

**Horace Gninafon** est assistant de recherches à l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin. E-mail: horacegninafon@yahoo.fr.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université de l'État de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'état américain, de l'Agence américain pour le développement international (USAID) via l'Institut américain de la paix (USIP), de la Fondation Nationale pour la Démocratie, et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobaromètre de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Aba Kittoe ([akittoe@afrobarometer.org](mailto:akittoe@afrobarometer.org)) pour discuter de financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).



Dépêche No. 217, Afrobaromètre | 2 juillet 2018